

PISTE POUR UNE LECTURE SOCIOLOGIQUE DE LA RÉVOLUTION TUNISIENNE : LES STRUCTURES, LES ACTEURS ET LA COMPLEXITÉ

Une révolution n'est pas un moment (un point de rupture). C'est plutôt un processus (une tranche d'histoire). L'on gagnerait à la penser comme un long mouvement ou cycle de déstructuration /restructuration qui est loin d'être linéaire et ne s'inscrit pas nécessairement dans un schéma évolutif. De ce point de vue, une lecture sociologique ne doit pas se limiter à une approche descriptive ni se cantonner dans un schéma large décrivant les déterminants historiques structurels régissant le mouvement social.

Face à un changement social brutal, l'analyste collé au sens commun risquerait de faire fausse route tout comme l'acteur, collé à ses idéaux, risquerait la désillusion. Il est donc impératif de saisir les faits dans leur complexité : de quoi, paradoxalement, conforter l'analyste et reconforter l'acteur social et politique. La sociologie tunisienne doit dans le nouveau contexte-pouvoir rendre opérationnel le concept de « complexité » à l'instar de la sociologie italienne d'avant les années 90.

Au sens sociologique, la Révolution est une Crise. Mais le concept de crise a été banalisé et approprié par le sens commun, incluant le discours politique et médiatique, au point de perdre toute valeur opérationnelle pour saisir la « complexité ».

Quels sont les déterminants de la révolution tunisienne ? Est-il permis de rechercher des causalités simples et linéaires ?



© Publié par Pakool, janvier 25, 2011.

A priori, les traits structurels et objectifs suffiraient pour camper le schéma théorique : Le blocage relatif du développement ; les inégalités régionales ; la sclérose de l'appareil d'état ; le verrouillage dictatorial de la société civile ; l'absence de libertés ; les menaces de déclassement au sein des strates moyennes ; les faibles perspectives d'ascension voire de fixation socio économique sur un marché du travail valorisant la précarité et la flexibilité de l'emploi ...

Ces traits illustrent certes le contexte historique de la mondialisation et de l'extraversion libérale depuis trois décennies

mais sont à retenir comme les descripteurs majeurs de la société tunisienne depuis d'indépendance.

Alors, pourquoi la Révolution (la rupture) maintenant et pas plus tôt ou plus tard ? C'est parce que à notre sens le point d'inflexion est intervenu au moment où tous les paradoxes ont atteint leur point culminant. Je m'explique sommairement :

Les régions de centre ouest (Kasserine, Kairouan, Sidi Bouzid) ont « explosé » au moment où elles ont commencé à connaître un processus significatif de développement. Sous plusieurs indicateurs socio-économiques, les régions de l'intérieur et plus particulièrement le nord et le centre-ouest, ont connu au cours de la dernière décennie, des changements significatifs des modes et conditions de vie, illustrés par le développement des petites villes au niveau de « l'axe médian » (bande parallèle à ligne côtière dans une profondeur de 50 à

70 km) : et le recul de l'habitat rural dispersé et des formes anciennes de subsistance et de pauvreté, l'extension du salariat et de l'emploi féminin, une migration « pendulaire » exprimant des stratégies multiformes des ménages

Rappelons que le pouvoir déchu a inscrit le développement de régions intérieures comme un thème majeur de sa quête de légitimité socio-politique. Mais dans les limites d'une politique de saupoudrage du développement fortement encadrée par les réseaux clientélistes sous la coupe du RCD, à travers le Programme Régional de Développement, les divers instruments d'appui à l'agriculture, à l'artisanat et à la micro entreprise et les chantiers d'emploi. Dans ces régions à dominante rurales, un peu plus qu'ailleurs l'Etat apparaît comme l'extension du parti plutôt que l'inverse.

Dans la mesure où ce sont là les régions les plus représentées au RCD (Données vérifiables et existantes), l'explosion ressemble à une crise interne de l'appareil socio politique du parti-Etat au pouvoir dont l'UGTT n'était plus qu'une annexe turbulente et sous contrôle. Cette crise interne est venue amplifier une crise sociale que l'élite politique locale a pour rôle historique de contenir et de retarder. Pour l'anecdote (...), les acteurs institutionnels centraux (UGTT) du mouvement à Sidi Bouzid portent la seconde casquette RCD.

Dans le même sens, les régions défavorisées de l'intérieur ont toujours été les plus grandes pourvoyeuses de policiers. Les passe-droits accordés à la police et aux « militants » du parti et autres pôles satellites de pouvoir, ont impulsé des acteurs et des pratiques qui ont fortement noyauté l'économie informelle et au-delà, et ceci dans l'ensemble du pays. Les rivalités entre les différentes composantes de l'économie maffieuse liée à la gestion du secteur informel approchaient de leur point de



© Beschuss, Tir tendu de grenade lacrymogène à Tunis, le 14 janvier 2011.

rupture. Le jeune marchand ambulant Mohamed Bouazizi, s'est trouvé face à une situation intenable : Il devait distribuer plusieurs « rachouas » à la fois.

Cette crise locale n'était en fait que la manifestation d'une crise générale qui imprégnait l'ensemble du tissu social et institutionnel tunisien. Elle prend son sens dans une crise originelle ou congénitale de légitimité du pouvoir depuis 1987. Une crise liée non seulement au profil personnel du successeur de Bourguiba mais aussi et surtout au profil autoritaire et centralisateur du pouvoir qui prolonge bien l'ancien régime mais selon un modèle nouveau à forte connotation policière (« le changement dans la continuité » est un slogan récurrent).

Un modèle nouveau où le parti reste un pôle de pouvoir mais doit désormais composer avec l'appareil sécuritaire et le prolonger. Le parti versera le plus souvent dans la surenchère dans la glorification de « Siyadet Errais » pour le rassurer sur sa pertinence incontournable - en comparaison avec la police- dans le quadrillage du pays. En milieu rural, et au niveau des petites villes de l'axe médian notamment, c'est le parti qui assure le mieux la fonction préventive sécuritaire. Il en tire plus d'aura auprès de la police, de meilleures places pour les « militants » provenant de ces régions, davantage de pouvoir et une meilleure part du gâteau national.

La machine clientéliste ne doit pas échapper totalement au parti.

Mais les pans les plus viables du « gâteau national » au niveau desquels s'échange l'essentiel des ressources (financières notamment) fait l'objet de convoitises et de traitement particuliers. Il s'agit des activités et des acteurs liés à l'ouverture libérale et à l'émergence du gros capital privé structuré, que la mondialisation a porté à des niveaux inédits en Tunisie (sociétés, entreprises, groupes et holdings au niveau des secteurs clé).

Le pôle politique et le pôle économique entretiennent des relations d'interdépendance sur un fonds de méfiance larvée. Cette méfiance entre ces deux pôles est un processus ancien car depuis d'indépendance, le pouvoir central (développeur exclusif de la nation) a toujours vu d'un mauvais œil l'émergence d'un entrepreneuriat national qui constituerait l'embryon d'une bourgeoisie nationale susceptible de prétendre au pouvoir (rappelons-nous le traitement réservé par Bourguiba aux acteurs politiques réputés financiers, banquiers, chefs

d'entreprises, ... et autres héritiers de grosses fortunes ; il ne semblait aimer ni l'argent ni les gens qui en parlent, à commencer par son propre fils).

Or, le déficit de légitimité du pouvoir déchu (et déjà déçu !...d'être aussi mal aimé) l'a conduit à la dérive maffieuse et à des rapports ambigus avec les pôles de l'argent qui ont ambitionné de se structurer comme pôle de pouvoir prétendant à l'autonomie et à la participation aux processus décisionnels : La caste au pouvoir cherchait tour à tour à rivaliser, à soumettre au chantage, à ravager, à phagocyter ou à se substituer aux détenteurs de capitaux pour peu qu'ils soient suspectés de désir ou des capacités de puissance. Les alliances matrimoniales ont servi parfois à exorciser la peur qui marquait les rapports entre le pôle économique et le pôle politique (mariages entre le clan et le milieu entrepreneurial à commencer par le « patron des patrons »)

Le clan au pouvoir vivait un double déficit de légitimité : D'un côté vis-à-vis de la population, perçu comme un pseudo leadership, et de l'autre côté vis-à-vis de la

classe des entrepreneurs, considéré comme acteurs parvenus disposant d'une fortune indue qui se confond avec les ressources publiques.

Une sociologie de la complexité et des paradoxes doit intégrer dans la même unité d'analyse les structures, les acteurs et les processus qui les traversent. De ce point de vue, la tendance totalitaire et la dérive maffieuse en tant que processus, prennent appui sur les comportements stratégiques des divers acteurs mais trouvent leur source dans les structures aussi bien organisatrices qu'idéologiques qui en constituent le support. C'est tout l'enjeu d'une sociologie de la complexité post révolution qui devra analyser la dynamique des acteurs face à un ensemble de processus interdits d'expression : l'islamisme, le régionalisme, le mouvement revendicatif syndical et populaire, la lutte des classes et la lutte des places désignant les enjeux de pouvoir.

Abdelkhaleq B'CHIR

Sociologue, Monastir, INTES, Tunis

RÉVOLUTION ET RUPTURE(S)

C'est un lieu commun de faire de la rupture avec l'ordre établi une condition *sine qua non* de la réalisation de la révolution. Mais, la notion de rupture est moins évidente à saisir qu'il n'y paraît. Elle n'est jamais définie définitivement, car c'est dans le feu de l'action qu'on fixe son plafond et toujours d'une manière provisoire en rapport avec le contexte. Il n'est pas exclu d'ailleurs qu'elle débouche sur la notion antinomique de continuité.

En Tunisie, en l'espace de quelques semaines, la rupture a changé plusieurs fois de contenu. Le suicide de Bouazizi a révélé la nécessité de rompre avec une politique de l'emploi aussi inefficace qu'inéquitable. Les réactions maladroites et de toute façon tardives du pouvoir central ont scellé la rupture avec Ben Ali et son clan, avec pour mot d'ordre « plutôt crever que perdre sa dignité ». Au lendemain de la fuite du dictateur, c'est au tour de la dictature, puis du parti qui lui est associé, de tomber dans le collimateur de la rupture. Du coup, avec l'appel à la démocratie, c'est tout le système politique qui est remis en question. Ainsi, la succession en un temps record des mots-slogans de la rupture : *équité, dignité et démocratie* donnent-ils la mesure de l'importance de la cassure entre gouvernants et gouvernés.

Cependant, comme dans la plupart des révolutions, une autre rupture n'a pas tardé à se mettre à l'œuvre, cette fois-ci entre révoltés et révolutionnaires, entre ceux qui, excédés par la radicalisation de la contestation, entendent maintenant marquer le pas et ceux qui, emportés par l'élan, sont

continuité. Ce résultat paradoxal est, en fait, le résultat du passage de l'enthousiasme à la peur. Peur de perdre des acquis, mais aussi de provoquer un désordre social, défavorable à l'establishment.

Maintenant, il faut dire que rupture en temps révolutionnaire rime aussi avec surenchère, du moins pour une catégorie de personnes, celle qui, par opportunisme ou par peur d'être démasquée lorsque sonne l'heure de la vérification des cursus, n'a pas d'autre moyen que de se saisir de la rupture comme d'une arme de la dernière chance. La notion de rupture se présente alors de plus en plus en filigrane, servant de prétexte à certaines idéologies ou de stratégies de gestion des risques. Aussi, certaines ruptures réclamées apparaissent-elles comme artificielles, voire comme des leurres.

En fait, l'approche de cette notion est inhérente à l'étude des acteurs et des intermédiaires. Elle requiert de la part du chercheur une analyse à la fois du discours et de la pratique des uns et des autres pour distinguer la rupture qui a favorisé une dynamique d'innovation de celle qui a suscité plutôt le besoin de continuité, voire la restauration sous une autre forme d'une situation pré-révolutionnaire.

Hassen EL ANNABI

Historien, CERES, Tunis



© AFP, Fethi Belaid.

décidés à aller de l'avant. Si la rupture recèle pour ces derniers un contenu positif, elle devient pour leurs contradicteurs synonyme de déstabilisation, voire d'anarchie. D'aucuns se risquent même à gommer la radicalité de la rupture en réintégrant le phénomène révolutionnaire dans la longue durée.

La recherche du temps perdu ou le retour à une période considérée idyllique fournit une autre dimension à la rupture, celle de la